



Le serment aux gorilles

En République démocratique du Congo, le parc des Virunga teste un modèle de conservation pour sauver sa faune : installer l'électricité dans les villages afin de lutter contre le trafic du charbon de bois, tenu par les milices armées, et développer une économie durable

LAURENCE CARMEL

GOMA, VIRUNGA (RDC) - envoyée spéciale

Pour accéder au parc national des Virunga, dans le nord-est de la République démocratique du Congo (RDC), mieux vaut être aguerri aux zones de conflits plutôt qu'aux safaris. A la frontière du Rwanda et de l'Ouganda, sur les terres du Kivu rougies par le sang d'interminables guerres régionales, la plus ancienne réserve naturelle d'Afrique s'offre en forteresse assiégée. C'est dans ces paysages magnifiques, mais aussi un des endroits les plus dangereux au monde, que les derniers gorilles de montagne ont trouvé refuge. Entre les montagnes de la Lune, le volcan Nyiragongo et les vastes savanes, les milices Mai-Mai et celles du Front démocratique pour la libération du Rwanda (FDLR) ne sont jamais très loin. La protection des grands singes est une vieille histoire. Elle est à l'origine de la création de la réserve naturelle, en 1925, par les colons belges, un an avant celle du célèbre parc Kruger en Afrique du Sud. Le parc Albert – rebaptisé Virunga (volcan en swahili) en 1969, neuf ans après l'indépendance du pays – n'était alors qu'un terrain de prédilection pour les expéditions scientifiques et le repos des têtes couronnées du Vieux Continent. Le parc, inscrit au patrimoine de l'Unesco en 1979, est classé en péril depuis vingt ans.

« Quand j'étais enfant, au Kenya, mes parents me disaient que les gorilles de montagne allaient disparaître, raconte le directeur du parc, le Belge Emmanuel de Merode. Leur nombre est passé de 3 000 individus en 1960 à 250 au milieu des années 1980. Mais nous avons montré qu'à force d'efforts, leur disparition n'est pas inéluctable. Selon notre dernier recense-

ment, ils sont plus de 900, peut-être un millier. C'est pour nous un grand motif d'espoir. » Un quart des primates se trouvent en RDC, le reste entre l'Ouganda et le Rwanda. Le grand singe est cependant toujours classé en danger critique d'extinction sur la liste rouge de l'Union internationale pour la conservation de la nature (UICN). Pour Emmanuel de Merode, la survie des gorilles de montagne passe par l'invention d'un nouveau modèle de conservation qu'il défend, à 46 ans, au péril de sa vie.

L'enclave de 7 800 km², rongée petit à petit par l'avancée de paysans affamés de terre, est convoitée par les compagnies pétrolières. Mais elle est aussi et surtout accaparée par une douzaine de groupes armés qui vivent du pillage des ressources naturelles. Des bandits coupeurs de routes y détournent ou kidnappent contre rançon civils et humanitaires à un rythme en inquiétante augmentation. Depuis le mois de janvier, 44 personnes ont été enlevées. Désormais, la portion de la route nationale qui traverse le parc sur 60 km ne se fait plus que sous escorte mixte de l'armée et des gardes de l'Institut congolais pour la conservation de la nature (ICCN). « Depuis 1994 et le génocide des Tutsi au Rwanda, la situation n'a pas vraiment changé, explique le patron de la réserve. L'afflux d'un million de réfugiés est la source d'une insécurité chronique que nous ressentons tous les jours. » Entre 1 000 et 2 000 hommes armés vivraient dans le parc. Le 15 avril 2014, Emmanuel de Merode a failli perdre la vie dans une embuscade dont les auteurs n'ont pas été retrouvés. L'enquête menée par les autorités judiciaires de Goma, la grande ville du Nord-Kivu, est toujours en cours. Mais depuis, l'homme ne se déplace plus que sous la protection de quatre rangers qui escortent sa Range Rover verte Defender.

Dans son uniforme kaki de l'ICCN, béret calé sous la patte d'épaule et bottines noires cirées, le conservateur ne veut pas être traité en hé-

« POUR QUE LE PARC SURVIVE, NOUS DEVONS DÉMONTRER AUX HABITANTS QU'IL A PLUS DE VALEUR VIVANT QUE DÉTRUIT »

EMMANUEL DE MERODE
directeur du parc

ros. « Je suis entouré, je n'ai pas de raison d'être stressé », sourit-il en faisant un signe aux jeunes femmes munies d'un AK-47, chargées ce matin de juillet de veiller sur lui. Comme ses rangers, il a prêté serment à l'Etat congolais pour défendre le parc. « Toutes les récentes guerres du Congo ont débuté dans le parc ou à ses abords et les gardes n'ont jamais quitté leur poste. Malgré les violences, sans être payés parfois pendant des années, ils sont restés. C'est à ce prix qu'aucune espèce ne s'est éteinte. » Au total, 141 rangers, ces sentinelles de la nature, sont mortes, dont trente-trois depuis qu'il a pris ses fonctions, il y a huit ans. Sa femme et ses deux filles sont restées vivre au Kenya.

N'y a-t-il d'autre fatalité que les armes pour protéger ce carré de nature sauvage ? Par la fenêtre de la voiture, le long de la piste défoncée, défilent les villages où les femmes, des heures durant, marchent courbées sous le poids de la récolte, des bidons d'eau ou du charbon de bois. Les enfants poussent des trottinettes géantes chargées de piles de marchandises. Les champs en rangs serrés grimpent, raides, sur les flancs de montagnes dessinant un jardin où il n'y a plus de place. Quatre millions de personnes vivent à moins d'une journée de marche du sanctuaire merveilleux qui s'étire sur 300 km le long de la grande faille du rift albertin. « C'est une injustice inacceptable de demander à des populations parmi les plus pauvres de la planète de se sacrifier pour préserver le patrimoine de l'humanité. Pour que le parc survive, nous devons trouver une solution pour rendre ce que nous prenons et démontrer à ceux qui vivent ici que le parc des Virunga a plus de valeur vivante que détruit », affirme son directeur, qui se préoccupe depuis longtemps de la cohabitation entre les communautés locales et ces immenses espaces protégés. A l'université de Londres, cet anthropologue de formation a soutenu sa thèse de doctorat en 1998 sur « L'économie de la viande de brousse et les modes de subsistance en RDC ». Sa passion pour la conservation remonte à l'enfance. Né à Carthage (Tunisie), il a grandi au Kenya où il a eu, dit-il, « la chance de passer beaucoup de temps dans les parcs nationaux ». Sa famille – dont les exploits ancestraux pendant la guerre d'indépendance de la Belgique en 1830 lui valent un titre princier – y travaillait pour les Nations unies.

Quelle alternative ? Pas l'exploitation pétrolière à laquelle le président Joseph Kabila a ouvert la porte en accordant des concessions dont les limites pénètrent à l'intérieur du

parc, en contravention à la loi congolaise sur la protection de l'environnement et des conventions internationales dont la RDC est signataire. Sous la pression de l'Unesco, la major Total présente au nord des Virunga à indiqué dès 2013 qu'elle ne violerait pas le site classé au Patrimoine mondial.

La compagnie britannique Soco International s'est montrée plus difficile à convaincre. Il a fallu de retentissantes campagnes du WWF, le Fonds mondial pour la nature, et de Global Witness pour déstabiliser la firme, connue pour son goût des terrains risqués. Les enquêtes menées par les ONG écologistes ont révélé les tentatives de corruption des pêcheurs vivant sur les rives du lac Edouard où ont été réalisées les seules explorations sismiques à l'intérieur du parc. Des soldats des forces armées congolaises ont également reçu de l'argent. Et, troublante coïncidence : c'est en revenant de Goma, où il venait de déposer un dossier compromettant contre Soco auprès du procureur de la République, qu'Emmanuel de Merode a été la cible de l'embuscade du 15 avril 2014. L'histoire a été racontée dans le documentaire *Virunga* produit par l'acteur engagé dans la défense de l'environnement Leonardo DiCaprio. « Nous avons tous reçu des menaces de mort par SMS », se souvient Gédéon Bakerethila, un militant du WWF, qui mène aujourd'hui un combat supplémentaire pour réduire la pression sur le parc : il va de village en village, informant sur le planning familial avec à la clé la distribution de kits de contraception.

LE MODÈLE AVORTÉ DE L'ÉQUATEUR

Après la condamnation ouverte du Royaume-Uni et de l'Union européenne, Soco a finalement jeté l'éponge fin 2015 et clôturé toutes ses opérations en RDC. La chute des cours du brut a précipité son retrait, mais Emmanuel de Merode se montre prudent : « L'idée qu'il existe une manne pétrolière dans les profondeurs du lac Edouard est toujours présente. D'autres entreprises peuvent venir et les lois peuvent changer [notamment celle délimitant les frontières du parc]. » Le directeur des Virunga, qui parle d'une voix posée avec une pointe d'accent anglais, est un homme pragmatique : « Notre calcul est simple. Un hectare de terre rapporte 1 000 dollars par an à un agriculteur. Le parc a environ 500 000 hectares de terres arables et prive donc les familles de un milliard de dollars chaque année. C'est la somme que nous devons trouver pour que



A gauche, un garde de l'Institut congolais pour la conservation de la nature (ICCN). A droite, des gorilles de montagne dans le parc des Virunga, en août 2013.
BRENT STIRTON/
GETTY IMAGES/AFP

le parc soit perçu comme un allié et plus comme un ennemi de ceux qui vivent ici. » L'une des solutions aurait pu être de suivre la voie proposée par l'Equateur, lui aussi membre de la courte liste des pays qui concentrent l'essentiel de la biodiversité planétaire. En 2007, le président Rafael Correa avait lancé une initiative originale : pour sauver le parc Yasuni de l'exploitation pétrolière, il avait interpellé les autres Etats et la société civile internationale en leur demandant de compenser la moitié du manque à gagner financier entraîné par la non-extraction. Afin de préserver le site classé lui aussi au Patrimoine mondial de l'Unesco, le prix à payer s'élevait à 3,7 milliards de dollars. Six ans après, 10 millions de dollars seulement avaient été collectés. En août 2013, l'Equateur annonça la fin de l'aventure. Le feu vert à l'exploitation du parc équatorien a alors été donné. « J'ai suivi de très près le cas Yasuni. Il a échoué parce qu'il n'était pas réaliste de compter sur des dons de la communauté internationale. Mieux vaut créer une économie performante plutôt que de recevoir une rente. C'est comme cela que nous lutterons contre les chefs de guerre et que nous ramènerons la paix. »

C'est au moment où, dans le petit monde de la conservation, s'évanouissaient les espoirs de voir aboutir le projet Yasuni qu'est née, en 2013, l'idée de l'Alliance Virunga. Son rêve : apporter l'électricité dans les villages en construisant des barrages sur les cours d'eau qui traversent le parc des Virunga, créer 100 000 emplois et trouver au passage un financement pérenne pour la conservation.

Le premier coup de pioche a été donné à Mutwanga, un bourg rural situé au nord du parc, non loin de la ville de Beni, où les massacres de civils sont récurrents. La première mini-centrale hydroélectrique est entrée en service à l'été 2013. Puis une savonnerie a vu le jour avec 400 emplois. La fabrique s'approvisionne avec l'huile de palme produite par les 10 000 petits cultivateurs de la zone. Une usine d'enzyme de papaye a aussi été réactivée. Dans les années 1980, le Congo-Kinshasa était l'un des premiers producteurs mondiaux du fruit prisé pour ses vertus digestives. « Contrairement au pétrole qui est tout de suite exporté, c'est le début d'une économie diversifiée qui respecte l'environnement et donne du travail aux plus pauvres », s'enthousiasme Emmanuel de Merode, qui maîtrise désormais le langage des ingénieurs énergéticiens comme celui des économistes du développement.

A Matebe, les choses ont commencé à prendre une autre dimension. Trente fois plus grande, la centrale inaugurée en décembre 2015 en présence du chef de l'Etat, de sept ministres et des autorités provinciales, possède une capacité de 13,6 mégawatts et doit

permettre de créer 10 000 emplois. Située à 200 km plus au sud, une seule de ses trois turbines suffirait à assurer ce que consomment la ville de Goma et son million d'habitants. Au-delà du long canal de béton dans lequel l'eau de la rivière Rutshuru est détournée, des ouvriers en bleu de travail achèvent les finitions d'un bâtiment qui servira de centre de formation. « C'est un peu plus grand que je n'avais imaginé en voyant les plans », admet Emmanuel de Merode face au cube de bois et de verre dessiné par un architecte belge dans le respect des règles de l'habitat durable. Il n'y aura pas de climatisation mais un système de refroidissement naturel alimenté par l'écoulement d'une nappe souterraine. Les ouvriers, qui, chez eux, vivent dans de petites maisons de terre ou de bois, n'en reviennent pas : « Par ici on n'avait jamais vu une chose comme ça. » Comme à Mutwanga, toutes les installations ont été financées grâce à des dons de l'Union européenne ou de la Fondation Howard Buffett, le fils du milliardaire Warren Buffett. Le bailleur européen apportera 120 millions d'euros aux parcs nationaux congolais au cours des sept prochaines années et « Virunga pourrait bien servir de modèle », laisse entendre l'ambassadeur européen en poste à Kinshasa, Jean-Michel Dumond. Howard Buffett est le principal mécène privé de l'Alliance Virunga qu'ont rejoint plus d'une trentaine d'organisations autour de l'Institut congolais pour la conservation de la nature. Au total, le philanthrope a promis 39 millions de dollars pour soutenir le développement économique de la région. Ce ne sera pas suffisant pour financer l'ensemble du programme d'électrification rurale et la construction des quatre autres centrales dont le coût global a été évalué à 300 millions de dollars. Mais le directeur du parc voit un signal encourageant dans l'emprunt qu'il vient d'obtenir du Commonwealth Development Cooperation (CDC), la branche de financement du secteur privé du ministère du développement britannique. Il faut que les banquiers prennent son projet au sérieux pour lui prêter de l'argent.

L'électricité est l'ennemie des groupes armés qui tiennent la mafia du « makala ». Le charbon de bois est le seul combustible disponible pour cuisiner ou chauffer de l'eau dans le Kivu, dans l'est, où toutes les forêts ont été rasées. Seules celles du parc sont encore debout. « La coupe ne peut se faire qu'avec l'accord et après rétribution des milices, explique Benito, un ranger en poste dans le secteur du volcan Nyiragongo. La zone est un ancien site de carbonisation tenu par les FDLR. Il n'y a plus de faune, elle a été braconnée. » Diplômé de biologie de l'université de Kisangani, le garde a rejoint les Virunga il y a deux ans : « Quand je suis arrivé ici, on m'a mis un fusil dans les mains. J'ai pleuré. Ce n'était

pas ce dont j'avais rêvé. » Dans la maison du parc, au pied du volcan, quelques sacs de makala confisqués reposent dans une pièce fermée à clé. « C'est tout ce que nous pouvons faire. » Sur la piste, à portée de regard, des camions brinquebalants passent, bourrés jusqu'à s'en renverser de la marchandise officiellement prohibée. Ils roulent vers Goma. Le marché du charbon de bois rapporterait 35 millions de dollars par an, selon de récentes estimations faites par des experts mandatés par l'ICCN. Celui de la pêche pratiquée tout aussi illégalement dans le lac Edouard, près de 45 millions.

LA SÉCURITÉ EN PRIORITÉ

Fifi est devenue sans le savoir une alliée des conservationnistes. Depuis deux mois, sa maison fait partie des cinq du village de Rumangabo à être raccordées au réseau. La mère de famille, la quarantaine passée, a payé comptant 292 dollars pour l'installation et sa consommation pendant une année. Au départ, c'est beaucoup, mais elle a fait ses comptes : « Je n'aurai plus à acheter de makala ni de pétrole pour mes lampes. A la fin, ce sera moins cher. » Fièrre comme une pionnière, cette veuve qui tient le débit de boisson Maman Esta, dans la rue principale, a surtout des projets de « femme d'affaires », comme la taquinent ses voisins. « J'ai voulu l'électricité pour trois choses : la lumière dans la maison, faire la cuisine et servir une bière froide aux clients », énumère-t-elle en montrant les cinq ampoules qui ornent déjà sa maison. « Après, j'achèterai une télévision et tout le village viendra regarder les matchs de foot. Mais je poserai mes conditions. Ce sera un soda ou une bière. On ne peut pas rester assis des heures sans consommer. » Elle attend aussi avec impatience le « 33 tours », comme on désigne ici le petit réchaud à un feu qui a été promis avec le contrat. Elle pourra alors cuisiner du poisson salé et des fufous à la farine de manioc.

L'arrivée de la lumière a bouleversé la vie de Rumangabo. Le soir quand la guirlande de lampadaires s'illumine au-dessus des ruelles de terre, on ne se sent plus obligé de rentrer pour fuir l'obscurité. Les enfants, encore impressionnés par cette nouveauté, crient comme au spectacle : « C'est le courant de Merode » pour remercier leur fée électricité. Quatre autres villages sont jusqu'à présent desservis par la centrale de Matebe. Début juillet, le gestionnaire Ephrem Balole a livré les premières statistiques : 200 ménages ont ouvert une ligne. Il faudra faire bien davantage pour porter un coup aux seigneurs du makala.

« Vous les avez vus ? », demande Emmanuel de Merode, sur le chemin du retour de Matebe. Le conservateur n'a pu résister à cette question qui l'anime au fond de lui. Le regard légèrement inquiet, il a attendu notre

réponse. Oui, nous les avons vus, ses gorilles de montagne. La famille Rugendo, du nom du site où elle se trouve, était au rendez-vous et au complet, paisible et impressionnante : trois dos argentés dont le chef, Bukima, 23 ans, et un dos noir portant le joli nom de Noël, une maman, deux juvéniles femelles et deux bébés au milieu de la forêt, à l'abri de la canopée. « Ils sont les rescapés des massacres de 2007 déclenchés par les trafiquants de charbon de bois. C'est à ce moment-là que j'ai décidé qu'il fallait que je fasse davantage pour ce parc et que je me suis engagé. » Aux Virunga, leur survie demande une protection extrême. Chaque jour, les gardes vont dans la forêt avec des pistoles. Ils connaissent chacun d'entre eux, vérifient qu'ils sont en bonne santé et qu'il n'y a pas de signes de braconnage ; 118 gorilles ont été habitués à la présence de l'homme.

Il y a deux ans, après la dernière grande rébellion du M23 qui s'est soldée par son désarmement, le parc – classé récemment parmi les vingt plus belles destinations du monde par le *New York Times* – s'est de nouveau ouvert au tourisme. Quelque 6 000 voyageurs ont fait, en 2015, l'ascension du volcan Nyiragongo ou des montagnes Rwenzori et découvert les gorilles ou les chimpanzés sur les quelques sites sous contrôle. A Rumangabo, un lodge s'est installé dans l'enceinte du quartier général construit par les Belges. A plus de mille mètres d'altitude, au milieu d'une forêt peuplée de babouins et de colobes noir et blanc, on y croise des rangers et de jeunes expatriés venus se mettre au service d'un idéal.

Le soir, autour de la cheminée ou d'un dîner, ils font le point de la journée et préparent la mission du lendemain. Bientôt, l'unité chargée de la surveillance sera transférée à Rwindi, dans la partie centrale du parc, plus stratégique pour mener des interventions. « Tous les rangers (d'ici à la fin de l'année ils seront 600) seront équipés d'une radio digitale avec un GPS intégré pour être en permanence localisés. Moi non plus, je ne serai plus seul dans les airs », se réjouit Anthony le pilote, qui chaque jour survole les Virunga pour localiser les troupeaux d'éléphants et traquer les braconniers. En pleine savane, près de l'hôtel Invest où aimait séjourner Mobutu Sese Seko, le ranger pourra utiliser la piste d'atterrissage construite pour le DC-3 de l'ancien dictateur du Congo. Le rétablissement de la sécurité demeure la première des priorités. Emmanuel de Merode, qui vit sous une tente comme ses gardes, ne veut jamais l'oublier : « Nous n'en sommes qu'au début. Pour sortir d'une tragédie comme celle de la RDC et sauver un parc comme les Virunga, il faut vingt ou trente ans. Mais trois jours peuvent suffire à le détruire. » ■

« QUAND JE SUIS ARRIVÉ DANS LES VIRUNGA, ON M'A MIS UN FUSIL DANS LES MAINS. J'AI PLEURÉ. CE N'ÉTAIT PAS CE DONT J'AVAIS RÊVÉ »

BENITO
diplômé en biologie
et ranger